

le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

Janvier 1968 - 6^{ème} Année - N° 50

Le numéro : 0,50 F — 5 F.B.

Abonnement annuel . . . 5 F. - 50 FB

Abonnement de soutien 12 F. - 120 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
C.C.P. 2202-22 Marseille

Le Vietnam : bonne conscience bourgeoise ou conscience révolutionnaire ?

VICICI quelques mois que la bonne « gauche » démocratique développe une agitation intense pour « l'aide au Viet-Nam » et la « lutte contre l'impérialisme américain ». Ce ne sont que réunions d'information, quêtes, meetings et rassemblements qui s'adressent avant tout aux jeunes. Nous voulons montrer ici que tout ce remue-ménage n'est qu'une exploitation éhontée et des qualités de la jeunesse — générosité, volonté de lutte —, et de son principal défaut : l'ignorance ; qu'il n'est qu'une vaste escroquerie qui profite de l'ignorance de la jeunesse pour canaliser ses élans vers des objectifs purement bourgeois, pour imposer à sa volonté de « faire quelque chose » des

but et des méthodes qui ne risquent pas de mettre en question la domination bourgeoise.

Si cette propagande charitable s'adresse surtout aux jeunes, c'est qu'ils sont en général beaucoup plus ignorants encore que l'ensemble du prolétariat.

Tout le prolétariat ignore aujourd'hui son histoire de classe et ses positions de classe. Bien entendu, il n'est pas question de lui en faire grief ! C'est là une conséquence de la terrible défaite subie par le prolétariat révolutionnaire dans les années 20, défaite qui a entraîné la pourriture de l'Internationale Communiste. La mémoire collective du prolétariat n'est autre que

son parti de classe ; mais la bourgeoisie victorieuse a réussi à couper le prolétariat de son parti, réduit aujourd'hui à un petit noyau, et à lui imposer sa propre idéologie.

Cependant les jeunes n'ignorent pas seulement, eux, l'histoire et les positions du prolétariat ; la génération qui s'éveille aujourd'hui à la vie politique ignore même l'histoire (au sens le plus élémentaire) des dernières décennies ; ou, plus exactement, elle ne la connaît qu'à travers les verres déformants de l'idéologie bourgeoise, elle n'a même pas la possibilité de confronter ces images d'Épinal, ne serait-ce qu'à son propre souvenir.

Patronat et syndicats coalisés contre l'avant-garde ouvrière de la RHODIACETA

L'issue de l'agitation récente dans les textiles artificiels de la région lyonnaise illustre amèrement la thèse que nous avons toujours défendue ici : moins que jamais, en cette période d'intense réadaptation de chaque production nationale aux exigences du marché mondial, un équilibre tant soit peu stable entre les impératifs patronaux et les intérêts immédiats des ouvriers n'est possible. Il s'en suit nécessairement que la politique syndicale, entièrement fondée sur l'hypothèse

de cet équilibre, n'est plus qu'un tissu de capitulations et de trahisons, que l'état de lutte larvée qui règne en permanence entre les deux forces sociales antagoniques s'avère toujours profitable au patron et que ce dernier, lorsqu'il veut en finir avec les actions de guérilla auxquelles se limitent les syndicats, a tout loisir de déployer les mesures scélérates du lock-out qui, face à un syndicalisme timoré, lui confère, partout et toujours, le dernier mot.

En ce qui concerne la Rhodiaceta, ces divers enseignements se découlent de la simple chronologie des faits. Le protocole d'accord qui mit fin aux grèves d'avril dernier, et que les syndicats voulaient considérer comme un succès, n'était en fait qu'un rideau de fumée derrière lequel le patronat put, tout à son aise, préparer son dispositif de contre-offensive. Il prit tout son temps et ne démasqua ses batteries que plusieurs mois plus tard, en novembre, il s'agissait, bien évidemment, de dispositions essentiellement destinées à répercuter sur les conditions de vie et de travail des salariés de la Rhodiaceta, les mesures draconiennes imposées à l'entreprise par la situation du marché international : d'abord imposition d'une semaine chômée répartie sur un peu plus de deux mois ; ensuite réduction des horaires de travail pour certaines catégories, se chiffrant par des réductions de salaires de l'ordre de 10 à 12 % ; enfin menaces concernant le montant de la prime d'intéressement ; le tout en présence du spectre des licenciements à plus ou moins brève échéance.

Contre ces dispositions patronales, les débrayages limités et dispersés décidés par les syndicats s'avèrent impuissants, comme il était facile de le prévoir. Tandis que, durant tout le mois de novembre, bonzes et sous-bonzes syndicaux tergiversaient, incapables de se prononcer sur la tactique à adopter, la menace la plus terrible se précisait début décembre : licenciement de 2.000 ouvriers, soit un cinquième du personnel, à étaler sur l'année 1968. L'annonce, presque consécutive, de la réduction de la prime d'intéressement, ramenée de 19,5 % du salaire à 9,5 %, fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Le 6 décembre, les ouvriers des équipes 4x8, qui, se dépensant sans compter, avaient été déjà les éléments les plus actifs de la grève d'avril dernier, ripostèrent, cette fois encore, les premiers. Ils débrayèrent spontanément et réussirent, non sans peine, à obtenir des responsables syndicaux le déclenchement d'une grève de 24 heures. Le 7 décembre, 5.000 ouvriers manifestèrent dans les rues au chant de l'Internationale et en criant « grève générale ». Mais les syndicats, plus que jamais axés sur la « négociation », maintinrent le

mouvement dans le cadre initial de l'arrêt de travail d'une journée. Pliés bon gré mal gré à cette consigne modératrice, les ouvriers répétèrent les arrêts de travail, insistant auprès des bureaucrates syndicaux pour obtenir des directives précises et énergiques que ces derniers se gardaient bien de donner. Devant le grossissement parallèle de la pression patronale et du mécontentement ouvrier, il fallut bien, pourtant, que les syndicats se décident à faire quelque chose : ce fut la grève totale du 13 décembre avec rassemblement

massif dans les rues et défilé. Les exhortations au calme des dirigeants et, en certains cas, l'intervention des C.R.S., parvinrent à nouveau à maintenir ce déploiement d'énergie ouvrière dans le cadre d'une platonique démonstration. Il faut noter cependant que le seul élément capable de pousser en direction d'une action plus large et plus radicale fut, encore et toujours, constitué par ces quelques centaines d'ouvriers des équi-

(Suite en page 4)

Qui a fabriqué la guerre du Vietnam ?

Cette absence de souvenirs permet à ceux qui portent en réalité la responsabilité de la situation actuelle du Viet-Nam de se poser impunément en « défenseurs » de ce pays.

En effet, les faux partis communistes ne sont pas seulement, d'une façon générale, le plus sûr garant de la conservation bourgeoise : leur action contre-révolutionnaire les amène à contribuer jusque dans le détail à produire ces maux qu'ils prétendent combattre. Nous ne pouvons faire ici l'historique complet des guerres du Viet-Nam, mais nous pouvons montrer ce que sont en réalité tous ses « amis » et quelle a été leur action.

A tout seigneur, tout honneur, commençons par le P.C.F. Il faut vraiment être très jeune et ignorant pour ne pas être écoeuré par le cynisme de ce parti qui dit aujourd'hui : « Exigez l'arrêt des bombardements américains », alors qu'il n'a pas levé le petit doigt pour exiger l'arrêt

des bombardements français et le retrait des troupes françaises !

Faut-il vraiment apprendre aux membres de l'U.E.C. que la guerre d'Indochine (la "notre" !) a commencé en 1946, quand les « camarades ministres » siégeaient au gouvernement ? Que tout le temps qu'elle a duré, au moment où le prolétariat français aurait pu et dû effectivement apporter une aide directe à la lutte pour l'indépendance nationale de l'Indochine, la seule « action » dont puisse faire état le P.C.F. est une petite grève des dockers, baroud d'honneur plutôt que lutte véritable ? Qu'aurait comme aujourd'hui il défendait « l'intérêt bien compris de la France », c'est-à-dire d'abord le sauvetage de l'empire colonial (rebaptisé Union Française), puis celui des « intérêts légitimes de la France » ?

Rien d'étonnant qu'il ait alors adhéré d'enthousiasme aux Accords de Genève, réalisés par le "socialiste" Mendes-France, et les ait présentés comme une grande victoire. Grande victoire, oui, mais pour qui ? Certainement pas pour le Viet-Nam ! En fait, et cela était facile à prévoir, ces Accords ne pouvaient conduire qu'à une aggravation de la situation et à la guerre actuelle. A Genève, tous les bons démocrates et les autres grands amis du Viet-Nam que sont la Russie et la Chine ont directement et allégrement pris la responsabilité du massacre d'aujourd'hui.

L'armée de libération nationale avait remporté une série de victoires décisives sur l'armée française et il devenait évident que l'impérialisme français n'avait pas la force de « tenir » l'Indochine. Aussitôt le grand Consortium de l'impérialisme mondial intervint pour limiter les dégâts, voler au Viet-Nam le fruit de sa victoire militaire et lui imposer, en attendant « mieux », une solution bâtarde et invivable : le partage.

Dans une étude des Accords de Genève (Le Prolétaire, n° 24), nous avons montré, déclarations officielles à l'appui, que ce sont les Russes et les Chinois qui ont imposé cette capitulation à Ho Chi Minh, l'empêchant de réaliser l'unité nationale et facilitant ainsi la contre-offensive actuelle de l'impérialisme.

Voilà qui risque de provoquer les protestations indignées de jeunes « pro-chinois » qui avaient dix ans en 1953 et se laissent éblouir par l'actuel « anti-impérialisme » de Pékin. Faut-il vraiment leur apprendre que ce sont les Chinois qui ont été les grands promoteurs de la « coexistence pacifique » ? Qu'ils ont commencé leur carrière « d'internationalistes » en prononçant la stabilité mondiale de l'impérialisme et en renonçant, en échange de l'aide économique des grandes puissances, à propager les luttes d'indé-

(Suite en page 2)

"D'où vient l'argent", M. Fajon ?

Signe des temps ? Le P.C.F. se sent menacé sur sa gauche par des « groupuscules pro-chinois, trotskystes ou autres ». Selon lui, il convient donc de préserver « tout ouvrier, étudiant ou intellectuel qui pourrait se tromper de bonne foi ». M. Fajon s'y emploie de son mieux, dans L'Humanité du 12 décembre, en utilisant toutes les ressources politiques de son parti qui, en l'occurrence, se ramènent à cet argument-massue, propre à détourner « tout ouvrier, étudiant, etc... » des pernicieuses théories révolutionnaires : la presse coûte cher (M. Fajon, qui est rédacteur en chef le sait mieux que personne !), alors, « d'où vient l'argent ? »...

Nous pourrions sans doute répondre que nous avons emprunté, comme le P.C. suédois, quelque deux cents millions d'anciens fis à un consortium bancaire, mais notre manque de respectabilité bourgeoise rendrait la chose peu vraisemblable et, de toutes façons, les lecteurs de L'Humanité ne sont pas au courant des opérations financières du « parti-frère » suédois. Nous noterons donc simplement qu'une des nombreuses différences entre un militant révolutionnaire et un permanent engraissé, c'est la capacité du premier de consentir tous les sacrifices à son Parti, car le militant est animé d'une confiance indestructible dans le travail souterrain des forces sociales qui sapent toute société de classe et d'une volonté inébranlable de les aider à trouver leur voie révolutionnaire.

Tout cela, bien sûr, un permanent ne peut le comprendre. Lui qui vit en parasite de son organisation, sa préoccupation première c'est l'argent, l'argent qui permet de parader dans les bureaux à air conditionné, le ventre rebondi de suffisance ! Qui, au P.C.F., donne 10 % de ses ressources à l'organisation ? Certainement pas M. Fajon ! Qui a confiance dans les contradictions de classe qui feront éclater notre ignoble société ? Certainement pas M. Fajon ! Qui a peur de la lutte prolétarienne, de la Révolution ? La bourgeoisie, certes, mais aussi... M. Fajon qui, toujours dans L'Humanité, tremble devant les « solutions d'aventure » !

Si nous étions de ceux que l'opinion d'un M. Fajon intéresse, nous pourrions nous insurger contre l'amaigame qu'il utilise pour désigner tous ceux qu'il craint : ses amis d'hier, les Chinois, ses ennemis de toujours, les trotskystes, et ceux dont il n'a plus même le souvenir, la Gauche de la III^e Internationale. Mais laissons cela ; il est des mots d'un emploi dangereux et M. Fajon, rédacteur en chef, devrait le savoir. Il écrit pourtant que « le trait commun de ces groupuscules, au-delà des rivalités sordides qui les déchirent, c'est qu'ils dénoncent le capitalisme dans les mots et le servent dans les faits ». Certaines rivalités sont peut-être sordides (nous intéressent peu à ces rivalités, nous n'en savons pas grand-chose), elles le sont certainement mille fois moins que la liquidation physique de militants révolution-

naires à l'heureuse époque du petit père Staline où, de la Russie à l'Espagne de 36 et aux maquis de la Résistance patriotique, la fusillade tenait avantageusement lieu d'argument politique ! N'est-ce pas, M. Fajon, vous qui, en tant que membre du Bureau Politique, devez conserver d'attendrissants et édifiants souvenirs de cette période ? Quant à servir le capitalisme dans les faits, ceux qui ont participé à un gouvernement de Reconstruction Nationale avec de Gaulle à sa tête n'ont évidemment de leçon à recevoir de personne, n'est-ce pas, M. Fajon ?

Mais, sans doute encore éméché par la célébration du cinquantième d'octobre dans quelque cocktail mondain, M. Fajon n'hésite pas à avancer cet irrésistible argument : « L'expérience internationale enseigne que la phraséologie de gauche a toujours eu quelques échos dans les couches

(Suite en page 4)

**PERMANENCES
A MARSEILLE**
LE VENDREDI 12 JANVIER
et
LE VENDREDI 19 JANVIER
de 17 h. 30 à 19 h. 30
au siège du journal
7, cours d'Estienne d'Orves
(4^e étage)
**LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y
PRENDRE CONTACT
AVEC NOUS.**

Le Vietnam : bonne conscience bourgeoise ou conscience révolutionnaire ?

(Suite de la première page)

pendance nationale ? Que dans ce commerce « honnête, juste et fraternel » ils ont multiplié les preuves de sincérité et de bonne volonté, à Bandoeng comme à Genève et ailleurs ? Qu'ils se sont d'emblée placés sur le terrain **bourgeois et national** (que la Russie n'a rejoint qu'après le

triomphe de la contre-révolution) parce que, depuis 1927, ils n'ont plus rien à voir avec le mouvement du prolétariat ?

Et aujourd'hui tous ces crocodiles pleurent sur le Viet-Nam et nous demandent de l'aider et de le défendre. Contre l'impérialisme ? Que non ! Contre l'impérialisme américain.

Lutte contre l'impérialisme ou contre l'impérialisme américain ?

C'est un fait que les U.S.A. sont aujourd'hui la plus grande puissance impérialiste. Mais cela ne signifie pas que toute lutte contre l'impérialisme américain soit une lutte contre l'impérialisme en général. Bien au contraire !

Toute la mystification contre-révolutionnaire propagée par les soi-disant communistes repose précisément sur cette identification de l'impérialisme à son incarnation la plus formidable, actuellement les U.S.A. ; exactement de la même manière qu'ils identifient le capitalisme à sa pointe la plus avancée, les horribles trusts ! C'est une mystification, parce qu'elle voile la réalité de la société capitaliste, le fait que les monopoles et l'impérialisme sont des conséquences inéluctables du mode de production capitaliste ; elle est contre-révolutionnaire, parce qu'elle engage les prolétaires à lutter **seulement** contre ces conséquences « déplaisantes » sans **tourner aux fondements mêmes de la société capitaliste**.

Mais ici cette identification de l'impérialisme en général à celui des U.S.A. ne tend pas seulement aux objectifs généraux de la contre-révolution, elle a aussi un but plus immédiat. Ceci pour la bonne raison que si l'impérialisme est bien un système **mondial**, cela n'exclut pas mais implique, au contraire, que les différentes nations se livrent entre elles une lutte féroce. Il s'ensuit que si les ouvriers d'un pays prétendent lutter contre un **autre impérialisme**, ils se retrouvent tout bonnement en train de défendre les intérêts particuliers de **leur propre bourgeoisie** !

C'est un vieux tour de passe-passe, mais l'assujettissement du prolétariat et l'ignorance de la jeunesse sont tels, qu'il marche toujours.

Vieux tour qui a bien servi ! En 1914, les socialistes français invitaient les ouvriers à lutter contre le « militarisme allemand », tandis que les sociaux-démocrates allemands envoyaient les leurs lutter contre l'absolutisme tsariste », etc. Résultat : chacun se battait et crevait pour sa propre bourgeoisie.

Vingt-cinq ans plus tard, le prolétariat était de nouveau si soumis, qu'on pouvait remettre ça : les nationaux-socialistes allemands demandaient aux ouvriers de se battre contre les « ploutocraties occidentales » (impérialisme dominant) et nos bons « communistes » nous demandaient de défendre les « valeurs » (!) impérialistes contre la « barbarie » du concurrent. Résultat : chacun se battait et crevait pour sa propre bourgeoisie.

Dans le cas de la gauche française, P.C.F. en tête, devant le Viet-Nam, ce parti-pris nationaliste est particulièrement flagrant. Elle n'a rien fait pour empêcher la bourgeoisie française de faire la guerre en Indochine comme en Algérie. Mais du moment que les U.S.A. ont pris la relève et que la bourgeoisie française essaye de se libérer quelque peu de la tutelle américaine, voilà qu'il surgit de partout d'ardents défenseurs du Viet-Nam !

En Allemagne, les mêmes causes produisent les mêmes effets : la prolifération de défenseurs du Viet-Nam et de « chinois » reflète l'effort du capitalisme allemand pour se « dégager » des USA ; bien que le capital américain ait grandement contribué à sa reconstruction, il doit de nouveau entrer en concurrence avec lui.

Car, dans la lutte inter-impérialiste, les alliances sont fluctuantes et tel « grand ami démocrate » d'hier, peut devenir soudain un « vilain fasciste impérialiste », et réciproquement. Si Mao avait une ligne cohérente, il réhabiliterait aujourd'hui non pas Staline, mais bien Adolf Hitler, grand champion de la lutte nationale contre

me nous l'avons rappelé) provient de la « mauvaise volonté » des grandes puissances. Mao essaye de refaire à son profit « l'opération Komintern » qui a si bien réussi à Staline : utiliser les ouvriers des puissances capitalistes comme forcé d'appui pour la construction du capitalisme en Chine.

C'est pourquoi « l'anti-impérialisme » chinois (qui n'est qu'une resucée du Stalinsme et prépare le Kossyguinisme chinois...) n'a rien de commun avec la lutte du prolétariat contre l'impérialisme. Il se place d'emblée sur le terrain **bourgeois et national**, il ne combat tel impérialisme que pour mieux promouvoir tel autre, **pour mieux assurer la pérennité du système capitaliste**.

les « impérialistes américains et russes », précurseur de la politique de Pékin. Précurseur en effet, mais à un niveau autrement élevé : l'Allemagne était déjà une puissance capitaliste pleinement développée ; malgré la défaite de 18, la formidable poussée révolutionnaire longue à résorber et la crise de 29, elle a été capable de mener de 39 à 45 une grande guerre à la fois contre les maîtres du marché mondial et contre la Russie qui se préparait à y entrer en force. L'anti-impérialisme de Pékin est pour l'instant un « tigre de papier » ; la Chine entreprend seulement son développement capitaliste et sa haine de l'impérialisme (assez récente com-

Comment lutter contre l'impérialisme ?

Non seulement ces luttes contre l'impérialisme américain sont typiquement bourgeoises, mais (sauv. au Viet-Nam), ce ne sont même pas des **luttes**. « Exigez le retrait des troupes américaines », nous dit-on. Exiger de qui ? De Dieu le père ? Ou du général de Gaulle ? Mais il ne demande pas mieux, et si ça ne tenait qu'à lui !

Si bien que toutes ces « luttes » se réduisent à un « mouvement d'opinion » aussi impuissant que tous les mouvements d'opinion, mais qui cherche à accréditer l'illusion que ce sont les « opinions » qui mènent le monde ; et à quelques quêtes, qui comme toutes les actions charitables ne servent qu'à perpétuer les maux qu'elles veulent guérir, tout en soulageant les consciences chrétiennes. On croit qu'on a fait « quelque chose », qu'on a fait un pas vers le socialisme, alors qu'on s'est simplement enfoncé davantage dans l'idéologie bourgeoise.

Tout différent est le soutien que le prolétariat peut et doit apporter aux mouvements de libération nationale des colonies, lorsqu'il s'oppose comme **classe** à l'impérialisme. Certes, le prolétariat ne prend pas pour argent comptant la phraséologie socialiste de ces mouvements nationaux bourgeois ; il ne croit pas un instant à leurs promesses d'établir « la paix, la démocratie véritable, le progrès dans le bien-être, etc... », à tous ces vieux attrape-mouches des révolutions bourgeoises, revendus en rose par le F.L.N. du Viet-Nam. Mais tout en combattant ces mouvements **sur le plan idéologique** et en aidant les prolétaires de ces pays à se constituer en classe autonome, le prolétariat des pays

capitalistes développés doit les soutenir **pratiquement** en combattant et en affaiblissant l'impérialisme **monoval**. Voilà la position hautement affirmée par l'I.C., et dans la mesure où il subsiste encore des pays où la constitution en Etat national reste à faire, cette position reste la nôtre.

Mais pour l'I.C. la lutte contre l'impérialisme ne se confondait pas avec la lutte contre tel géant impérialiste. Elle ne serait jamais allée demander aux prolétaires d'Allemagne de combattre l'impérialisme anglais ! Avant le triomphe de la contre-révolution, il était clair pour tous et hautement affirmé que la lutte du prolétariat contre l'impérialisme commence par la lutte des prolétaires des différents pays **contre leur propre bourgeoisie**.

Voilà qui restera à jamais incompréhensible aux « hommes de bonne volonté » si pressés de panser les plaies de l'humanité. Car ils ne comprennent pas — et seul le prolétariat constitué en classe, c'est-à-dire en parti, peut le comprendre — ce qu'est l'impérialisme. Ils ne comprennent pas qu'il est un système mondial que produit inévitablement le développement capitaliste, et qu'on ne peut ni le « contenir » ni « l'améliorer », mais qu'il faut le détruire de fond en comble. Ils ne comprennent pas plus que pour pouvoir ne serait-ce qu'attaquer sérieusement ce système, le prolétariat doit s'opposer au capital comme **classe internationale irréductiblement antagonique à tous les intérêts bourgeois** ; et avant tout à ceux qui lui sont le plus « proches », ceux de sa propre

bourgeoisie. C'est facile pour les ouvriers allemands (ou français) de s'opposer aux intérêts de la bourgeoisie anglaise (ou américaine) ; c'est très facile, et ça ne signifie **rien**, sinon qu'ils adhèrent

Gloire au parti socialiste de Serbie !

Oui mais, nous dit-on souvent, le capitalisme américain domine le monde, à quoi cela avance-t-il les prolétaires du Luxembourg ou de France de lutter contre leur propre mini-bourgeoisie ?

Rien que cette façon de poser la question montre une sujétion totale à l'idéologie bourgeoise qui ne voit que les luttes entre nations et ignore la lutte internationale **entre les classes**.

Il est bien certain que la révolution devra frapper au cœur les grandes puissances capitalistes sous peine de succomber. Le tout est de savoir comment : par la guerre nationale ou par la **guerre de classe** ? Nous, communistes, affirmons : Aucune guerre nationale ne peut abattre l'impérialisme, mais seulement une puissance impérialiste au profit d'une autre ; seule la guerre internationale de classe le pourra ; comment mener la guerre internationale de classe ? en combattant sur les positions de classe sa propre bourgeoisie. Telle est la vérité de classe du prolétariat, que toute cette agitation cherche à masquer, et que nous sommes seuls à proclamer aujourd'hui.

Et nous ne l'avons pas inventée. C'est la position révolutionnaire classique, aussi vieille que l'impérialisme. Nous avons évoqué plus haut la guerre de 1914 au cours de laquelle la plupart des partis de la II^e Internationale ont som-

Agitation vaine ou dure reconquête des positions de classe ?

Aujourd'hui nous subissons tout le poids de la contre-révolution, et les vérités les plus élémentaires du communisme font figure d'« extravagances ». Incapables de sortir des bornes de la pensée bourgeoise, les âmes les mieux intentionnées sombrent piteusement dans un social-patriotisme plus ou moins avoué, renforçant encore la mainmise de la bourgeoisie sur le prolétariat.

Dans cette situation, toute agitation, toute tentative d'entraîner le prolétariat à lutter pour des objectifs qui ne sont pas siens, est à la fois stérile et terriblement efficace :

— stérile, dans la mesure où elle est **incapable** d'atteindre les objectifs qu'elle affiche ;

— terriblement efficace, parce que se plaçant d'emblée sur le terrain bourgeois, elle enferme toute velléité de lutte dans le système bourgeois et empêche ainsi les prolétaires de prendre conscience de leurs tâches révolutionnaires de classe.

La seule lutte efficace pour la révolution, c'est aujourd'hui la lutte implacable contre tous les mensonges et toutes les dupes de la bourgeoisie ; la défense et la diffusion des **positions de classe du prolétariat**, la lutte longue et dure pour la reconstitution du parti international de classe fondé sur le programme communiste.

d'autres intérêts bourgeois, c'est-à-dire qu'ils sont incapables d'atteindre une position de classe et donc incapables de mener la moindre action conséquente contre l'impérialisme.

bré dans le social-patriotisme et lance les prolétaires à l'assaut du capitalisme... d'à côté. Parmi les rescapés, il faut citer, en premier lieu, le P.S. de Serbie qui a refusé de faire bloc avec sa bourgeoisie. Et pourtant, comme disait Lénine, c'est le seul qui aurait eu, non pas raison, mais des circonstances atténuantes, s'il s'était laissé entraîner dans la « défense de la patrie ». Car la Serbie était un tout jeune petit Etat, à peine bourgeois, menacé dans son existence par l'impérialisme austro-allemand. Néanmoins le jeune prolétariat serbe a su déjouer le piège de la lutte nationale contre la Nation Ogresse, et s'élever à la hauteur de l'internationalisme prolétarien, le vrai ! Il a ainsi grandement contribué à démasquer la trahison de la II^e Internationale, favorisé la prise de conscience du prolétariat mondial et la formation de l'Internationale Communiste. **C'est là la seule « lutte contre l'impérialisme »** qu'il pouvait mener, et il l'a menée avec un courage admirable. Cet exemple que Lénine évoque longuement dans **La faillite de la II^e Internationale** nous montre comment le prolétariat d'un pays, si petit soit-il, peut et doit lutter contre l'impérialisme. Il suffit à dénoncer le faux « internationalisme prolétarien » qu'on nous prêche de Pékin à La Havane en passant par Moscou et le Vatican.

C'est aussi la seule qui aide véritablement le Viet-Nam ; car seule l'offensive du prolétariat contre ses fondements mêmes pourra acculer l'impérialisme à la défensive et réduire par là son emprise, en attendant de l'abattre.

Et c'est aussi la seule lutte véritable contre « l'impérialisme américain » ; la seule qui puisse aider les prolétaires américains à sortir de l'alternative entre marches pacifiques et belantes, et révoltes héroïques mais sans but ; la seule qui contribue à la prise de conscience de classe et à l'organisation politique des prolétaires américains qui abattront l'impérialisme américain.

C'est une lutte longue et dure, mais c'est la seule voie qui mène au communisme. A l'aube du capitalisme, le prolétariat pouvait soutenir la bourgeoisie, et même se battre pour des objectifs bourgeois, alors révolutionnaires. Mais cette époque est close depuis longtemps. Aujourd'hui l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, domine le monde, et ce qui était déjà vrai du temps de Lénine l'est encore plus aujourd'hui : **Les prolétaires qui se battent pour des objectifs bourgeois forgent leurs propres chaînes !**

Quant à ceux qui les poussent à forger leurs propres chaînes, ce sont les pires valets du capital, les garde-chiourme de la contre-révolution.

L'économie allemande sur « un baril de poudre »

Dans le numéro du 19 novembre de Die Welt am Sonntag, on pouvait lire cette déclaration du directeur d'une des plus grandes entreprises de pneumatiques d'Allemagne : « La grève dans l'industrie des pneumatiques de la région de la Hesse marque une date historique : c'est le début d'une longue chaîne de graves heurts contre des fractions radicalisées des travailleurs. L'économie allemande est assise sur un baril de poudre ».

Ce clairvoyant capitaliste justifiait ainsi son cri d'alarme : 1) « Pour la première fois, au cours de cet après-guerre, les ouvriers ne se sont pas limités à de simples revendications de salaires, mais sont passés à de véritables démonstrations de force, et même à un sabotage de l'économie » ; 2) « Pour la première fois, des travailleurs émigrés ont pris part à la grève. En fait, à Hanau, à la Dunlop-Gomme, la direction de la

grève a échappé pour un temps aux syndicats : des travailleurs turcs et espagnols dominaient la scène » ; 3) « Pour la première fois, des travailleurs ont employé consciemment la violence ».

Au cours du conflit, les grévistes s'en sont pris violemment aux « jaunes » et ont interdit aux « services de sécurité » prévus par les syndicats de fonctionner, c'est-à-dire de veiller sur les « biens » de l'entreprise.

Pour nous, ces faits revêtent une signification bien plus vaste que leur portée locale. Pour la première fois depuis vingt ans, des ouvriers allemands ont mené une grève qui a eu tous les caractères d'une lutte de classe, puisqu'ils ont tourné le dos aux méthodes légales et pacifiques des négociations, accusé les syndicats eux-mêmes à la grève, puis réagi violemment à leurs tentatives de confiner la lutte dans les limites d'une ma-

nifestation pacifique et inoffensive. Même après vingt ans de « miracle économique » et d'illusions soigneusement entretenues (par les syndicats en premier lieu !) sur le bien-être en progrès continu, les ouvriers retrouvent donc d'eux-mêmes le chemin de la grève et de la lutte violente dès les premiers craquements de la « prospérité » sous les coups de la concurrence mondiale.

Du reste, ces épisodes ne sont pas isolés. Dans la Rhur, « 80 mille mineurs devront être licenciés dans un proche avenir, dont 40.000 ayant atteint l'âge de la retraite et qui ne seront pas remplacés, à la suite de la fermeture de puits devenus trop peu productifs au regard de la concurrence internationale ». Voilà le cadre, froidement établi par les chiffres, d'une situation sans remède pour le capitalisme et dont les causes, comme les conséquences, sont in-

ternationales. Et, tandis que les syndicats se préparaient à marchander le nombre des licenciés et rencontraient le ministre « pour étudier des solutions à la crise minière », les mineurs, eux, réagissaient à la pressante menace par une grève massive. A Dortmund, « 15 mille mineurs ont défilé, agitant des drapeaux rouges et chantant "L'Internationale" ». Voilà que réapparaît, menaçant, le « spectre rouge », malgré tous les efforts des bons syndicaux qui, vingt ans durant, se sont efforcés d'inculquer aux ouvriers le « sens des responsabilités » et une idéologie corporatiste de paix sociale entre exploités et exploités, de collaboration aux intérêts capitalistes.

Le directeur de Dunlop a bien raison de conclure : « Il est faux que l'ouvrier allemand prospère du miracle économique se soit endormi ! »

STALINISME et TROTSKISME

- IV -

La défaite internationale de la révolution d'octobre (suite)

Dans notre précédent numéro, nous résumions la victoire de l'Etat prolétarien russe sur la contre-révolution blanche en soulignant le fait que, sans l'extension de cette victoire aux pays capitalistes développés, et en premier lieu à l'Allemagne, la Russie soviétique était vouée, non seulement à ne jamais atteindre le socialisme, mais encore à être la proie de crises et de misères devant nécessairement amener la disparition, violente ou non, de la dictature du prolétariat. Politiquement, ces crises furent d'abord marquées par l'ap-

parition, dans un climat de révoltes paysannes et d'anarchie sociale, de deux oppositions à l'intérieur du parti bolchevique. Nous avons critiqué les solutions qu'elles proposaient et qui, défigurant totalement la conception marxiste de la dictature prolétarienne, supposaient par surcroît des conditions d'équilibre économique dont l'inexistence était en réalité la principale cause des maux que ces oppositions prétendaient guérir. La seule solution, répétions-nous, résidait dans la marche en avant de la révolution communiste

européenne et il nous faut aujourd'hui évoquer les fautes commises par la Troisième Internationale dans la poursuite de cette révolution. Elles ne donnent pas seulement l'explication de la forme prise par la défaite internationale du prolétariat ; elles contribuent également à caractériser le premier aspect des conceptions dont le trotskisme actuel est l'héritier ; le second aspect étant déterminé par l'influence exercée sur ce mouvement par la lutte inégale conduite par l'opposition russe à l'intérieur du parti.

L'opposition trotskiste dans l'Internationale

A la différence de celles qui l'avaient précédée, l'Opposition trotskyste identifia le véritable adversaire de la révolution socialiste d'Octobre et l'affronta sur son vrai terrain : celui de la lutte internationale. Il est vrai que, depuis la maladie de Lénine, cet adversaire avait pris corps et forme et que Staline, son porte-parole, avait clairement défini ses buts : liquidation de la perspective internationaliste de la révolution d'Octobre par la théorie du "socialisme en un seul pays". C'est sur ce terrain-là que l'Opposition unifiée de 1924 livra son combat désespéré. Mais elle le livra sans pouvoir en tirer toute la leçon historique : elle avait été trop soldaie de la politique dont la trahison stalinienne fut en définitive le produit. Trop soldaie, s'entend, de la plateforme internationale de cette politique, puisque c'est seulement en ce domaine qu'il pouvait y avoir renonciation, capitulation, et non dans le domaine de la politique interne, pour les raisons indiquées plus haut.

Les principales erreurs de base, dans le mouvement qui se réclame du nom de Trotsky, découlent directement des conditions mêmes dans lesquelles l'opposition russe fut amenée à lutter. Cette dernière dut livrer un combat quotidien sur le terrain de la "politique intérieure" russe ; c'est-à-dire en un lieu où la différence était bien mince entre une politique favorable à l'extension de la révolution internationale et celle qui, déjà, lui tournait le dos. Par contre, sur le plan de la tactique internationale, où le fossé était énorme entre les révolutionnaires continuateurs de Lénine et les liquidateurs groupés autour de Staline, l'opposition russe ne put ni ne sut se battre efficacement. Pis encore : elle n'a rien laissé aux générations successives, sinon le tableau de sa défaite. Il est, dans l'œuvre politique de Trotsky, des passages consacrés à la critique de l'opportunisme du Komintern qui sont de véritables chefs-d'œuvre politiques. Et pourtant, non seulement cette critique n'a pas fourni d'armement théorique efficace au moment où les opposants luttaient pied à pied, mais encore, il n'en reste plus rien chez leurs épigones actuels qui, théoriquement acquis à la dénonciation du socialisme "dans la seule Russie", en sont à la chercher dans la "seule Yougoslavie", dans la "seule Chine", voire dans le "seul Cuba" ! A cette chose surprenante, nous donnerons une explication prudente : les élèves n'ont retenu que les défauts du maître. Mais ces défauts sont une réalité : Trotsky a durement attaqué l'opportunisme de la Troisième Internationale agonisante, mais il n'a jamais mis en cause les fautes de la Troisième Internationale jeune et vivante. Il en a intégralement accepté — et même défendu, contre certaines critiques — l'ensemble de manœuvres, d'opportunismes larvés qui, durant cinq ans, ont préparé les voies du révisionnisme déclaré qui prit le nom de Staline.

Cette attitude était celle de tous les grands chefs de la révolution russe, ce qui prouve qu'elle n'était pas le fait de motivations individuelles, mais de déterminations matérielles inexorables : pour que les sacrifices énormes consentis par le prolétariat russe ne fussent pas

perdus, il fallait que la révolution internationale fût victorieuse le plus rapidement possible. On n'avait ni le temps, ni les moyens de choisir la voie la plus sûre et la plus judicieuse. Politique rigoureusement déterminée et irréversible en raison de la situation intenable de la Russie, mais qui a également renforcé le glissement vers l'opportunisme sur le seul terrain où une autre ligne était théoriquement possible et a été effectivement, quoique sans succès, préconisée.

En effet, si le stalinisme a triomphé, c'est sans doute parce que le prolétariat occidental a perdu, une après une, toutes ses batailles, laissant la Russie aux prises avec son arriération économique et sociale ; mais c'est aussi parce que la Troisième Internationale, en matière de tactique et d'organisation, avait consacré l'usage de pratiques contradictoires et aventureuses. Non seulement, en agissant ainsi, elle entretenait dans la classe ouvrière internationale, la plus grande confusion quant aux buts réellement poursuivis et aux moyens de les atteindre, mais encore elle favorisait du même coup l'investiture du mouvement communiste par les plus opportunistes des transfuges sociaux-démocrates et préparait ainsi ces majorités serviles qui devaient ultérieurement assurer le triomphe de Staline et de sa "théorie".

Les méthodes dites "stalinienne" ne furent pas toujours l'œuvre originale et exclusive de Staline : pour nombre d'entre elles, le germe avait déjà été jeté dans le mouvement communiste international. Le principe de l'infailibilité du centre dirigeant, la cécité de ce centre devant les échecs découlant de l'observation rigoureuse de ses directives, l'hypocrite habitude de "sauver la face" en rejetant les fautes commises sur les seuls exécutants, toute cette façon couarde et irresponsable de diriger qui était la négation, non pas seulement d'un principe d'organisation communiste,

On ne soulignera jamais assez que ce combat n'avait pas pour enjeu le maintien en Russie d'un socialisme déjà réalisé. Ce qui était en cause, dans ce conflit acharné qui vit périr les meilleurs des révolutionnaires russes et la plupart des héros de l'insurrection d'Octobre, c'était la voie susceptible de conduire ultérieurement au socialisme. Maintien de la perspective internationaliste et révolutionnaire initialement définie par Lénine ou bifurcation sur la voie nationale et "stabilisatrice" de Staline et de ses partisans, telle était l'alternative posée.

Sur ce terrain, la lutte était par trop inégale. Les forces vives du prolétariat russe avaient été décimées par la guerre civile avant d'être disloquées par la crise économique. L'ensemble de la population soviétique, exsangue et affamée, aspirait à n'importe quel système stable « pourvu qu'il marche ». La dialectique audacieuse de la vision de Lénine, sous les coups des vicissitudes et échecs les plus

mais de tout principe d'organisation tout court, était née dans le giron même des pratiques de la Troisième Internationale où elle découlait avant tout d'une imprécision programmatique et d'un empirisme tactique toujours plus accentués. Forts du succès remporté en Russie semi-républicaine et arriérée par certaines méthodes tactiques qui n'avaient triomphé qu'en raison des conditions historiques et sociales spécifiques de la Russie, les dirigeants russes de l'Internationale voulurent en généraliser l'emploi aux pays de capitalisme avancé de l'Europe, où les conditions étaient bien plus défavorables. Ils imposèrent ainsi la tactique de "Front unique" avec les sociaux-démocrates, qui n'eut d'autre résultat que de revaloriser aux yeux des ouvriers des partis fortement démonétisés. Ils substituèrent à la claire formule de "dictature du prolétariat" le mot d'ordre équivoque de "gouvernement ouvrier", qui se solda par de sanglants échecs là où il fut appliqué. Mais, fait encore plus grave, lorsque les résultats de ces tactiques ne correspondaient pas à l'attente — ce qui fut toujours le cas — l'immense prestige et l'autorité morale incontestée qu'ils avaient justement acquis dans l'Internationale ne servaient qu'à réduire au silence toute réserve possible émanant des sections nationales qui avaient vécu l'expérience directe et néfaste des tactiques préconisées. Dans ces conditions, il était fatal que s'évanouisse progressivement toute garantie concernant la netteté et la continuité de la ligne politique, que disparaisse toute possibilité de redressement et de colmatage des échecs essayés et qu'apparaissent les ressources classiques du capitalisme, de la discipline incomprise et dictée par en haut, tout ce cortège pestiféré de pratiques mystiques et moyenâgeuses que le stalinisme, sous l'appellation impudente de "marxisme-léninisme" devait ériger à l'état de principe.

C'est parce que l'opposition trotskyste, même après que ces

méthodes eurent prouvé leur nocivité, même après que Trotsky en eut brillamment dénoncé les résultats désastreux, n'en continua pas moins à revendiquer les objectifs par lesquels on prétendait les justifier, que son analyse du stalinisme se trouva faussée dès le départ et, de plus en plus éloignée de son originelle base de critique politique et sociale, vouée à devenir cette sorte de condamnation morale à laquelle elle se réduit aujourd'hui. Toutefois, avant de préciser les responsabilités du trotskisme en lui opposant l'attitude de notre propre parti dans l'Internationale, il nous faut nous arrêter un instant encore sur le caractère dramatiquement irrésistible du processus que nous venons d'évoquer. L'Internationale communiste a commis de grosses fautes, mais elle ne pouvait faire autrement. C'était une question de vie ou de mort pour la sauvegarde du pouvoir prolétarien. Il fallait étendre au plus vite la victoire d'octobre au-delà des frontières russes. Pour cela il fallait nécessairement de forts partis communistes là où n'existaient encore que des fractions numériquement faibles. Pour créer rapidement ces grands partis on devait accepter, au sein de la Seconde Internationale, les scissions "les plus larges", donc concéder de graves compromis en matière de programme et de conditions d'admission des transfuges de la social-démocratie. Cette pratique, dès les premiers reflux de la vague révolutionnaire internationale, provoqua des échecs décisifs. Non seulement la révolution européenne avorta — ce qui fut dû avant tout à l'influence de facteurs objectifs indépendants de la volonté des partis et groupes sociaux — mais encore, et ce fut bien plus funeste, l'opportunisme triompha dans le mouvement communiste et le décomposa.

Qu'on comprenne bien le sens de cette critique : pour des matérialistes, les choses se passent toujours comme elles doivent, en dernière analyse, se passer. Compte tenu du rapport des

L'impasse russe

divers, devenait de plus en plus difficile à accepter, et donc terriblement aisée à pervertir. En ces trois domaines, il apparaît avec le recul que la défaite de l'opposition était inéluctable, dès lors que l'oxygène révolutionnaire ne pouvait plus venir de l'extérieur, de la lutte internationale du prolétariat en net reflux depuis 1923.

Il suffira de citer quelques chiffres pour montrer qu'après cinq années de dictature prolétarienne, le prolétariat russe, comme classe politiquement active, n'existe pratiquement plus. La production industrielle est alors devenue un cinquième de ce qu'elle était avant la guerre. La fabrication de l'acier, elle, est tombée à un ou deux centièmes. Le chiffre total des ouvriers a diminué de moitié ; celui des ouvriers régulièrement occupés réduit au quart. La population urbaine est ramenée au tiers dans les grandes villes de province, à la moitié dans les deux capitales. Ce court tableau illustre de façon saisissante la situation invraisemblable

d'un pouvoir de classe qui n'a plus d'assise matérielle de classe, d'un parti prolétarien dont la base prolétarienne est quasi-totalement diluée. Après la terrible signée de la guerre civile, au cours de laquelle les meilleurs prolétaires ont trouvé la mort ; après la fuite à la campagne des travailleurs sans emploi ; après la promotion des ouvriers les plus instruits au rôle de fonctionnaires, ce qui reste du prolétariat ne constitue plus qu'une masse sans âme, détonnée par la faim, démoralisée par la misère, pervertie par le débrouillardisme individuel.

C'est dans cette sous-classe sans formation idéologique, sans conviction politique et qui n'a d'autre ambition que de trouver à tout prix le pain et le gîte, que l'offensive réactionnaire de Staline trouvera son plus ferme appui. Lorsque sa fraction, déjà maîtresse du jeu à la mort de Lénine, introduira dans le parti deux cent mille nouveaux membres, plus de la moitié sera composée d'illettrés totalement

forces social, de l'état de développement théorique et idéologique des fractions socialistes ralliées à la révolution russe, de la faculté de résistance démontrée par la bourgeoisie capitaliste et son mode de production, la lutte armée du prolétariat ne pouvait se terminer que par une défaite. Une autre conduite des opérations politiques, une autre façon de constituer les partis communistes n'auraient sans doute pas conjuré cet échec, au moins en un premier temps, et n'auraient probablement pas davantage empêché une autre forme de contre-révolution. Si l'histoire nous autorise cependant à considérer cette dernière hypothèse moins défavorable, c'est qu'elle aurait probablement sauvé le parti international du prolétariat, donc permis une reprise révolutionnaire moins lointaine que celle que nous attendons. Cette éventualité rétrospective ne nous permet cependant aucune sévérité à l'égard des adversaires malheureux du stalinisme : c'étaient des révolutionnaires irréductibles et ils se sont battus dans les conditions qui leur étaient imposées.

Nous condamnons le "trotskisme", nous ne nous arrogeons pas le droit de juger Trotsky. C'est sous l'égide de cette dialectique que nous conclurons la prochaine fois cette étude : il s'agit de transformer en principes rigoureux tout le bilan de l'expérience et de balayer toutes les scories théoriques et pratiques que la contre-révolution nous a laissées, y compris même les erreurs de ceux qu'elle a massacrés.

L'ultime lutte dont l'issue devait décider, pour des décennies, du sort du mouvement prolétarien international, se déroula au sein du parti bolchevique : dans ce cadre apparut lumineusement le rapport de forces qui s'était établi entre la révolution et la contre-révolution lorsque la dernière chance de victoire prolétarienne en Europe occidentale se fut évanouie.

étrangers au communisme et à la lutte d'Octobre. C'est évidemment sans aucune chance de succès que l'opposition tentera, contre cette masse inculte dont Staline utilise avec habileté la trivialité sociale et politique, d'en appeler aux positions de Lénine défunt, au témoignage des faits, à divers éléments d'appréciation rationnelle et scientifique auxquels le parti de 1917 eut été sensible, mais non celui de 1924. Quand cette opposition, dans son sursaut désespéré de décembre 1925, voudra se compter, groupant péniblement quelque 8.000 militants, c'est aux 750.000 autres que réunit le reste du parti qu'elle se heurtera : on ne saurait trouver expression plus concise et plus édifiante des ultimes et seules forces réelles de la révolution et du communisme.

L'historiographie la mieux intentionnée est généralement méduisée par la figure et le caractère de Staline, comme si un sort fatidique avait gardé en réserve l'homme le plus froid et

Le moins scrupuleux, le plus cyniquement « brutal et grossier », pour en faire le « deus ex machina » de la contre-révolution russe. C'est là confondre le moule historique et social de la vieille Russie avec le flot impétueux des intérêts sociaux qui s'y sont coulés. Ni l'habileté machiavélique de Staline, ni l'arrivisme borné de ses fonctionnaires, dont Lénine dénonçait de son vivant la mentalité de sous-officiers, n'auraient pu parvenir à une victoire si totale et si rapide si cette victoire n'avait répondu à un phénomène objectif : la réaction de défense d'une société qui a épuisé toute réserve d'héroïsme révolutionnaire et n'est plus attachée qu'à sauver tout ce qu'elle a acquis.

Mais ce que la Russie avait acquis, autour des années 1924, ce n'était rien d'autre qu'une structure économique capitaliste, fondée sur le salariat, l'accumulation de capital et le développement des échanges mercantiles. Certes, au moment où l'opposition bruait ses dernières cartouches, cette structure était encore bien précaire et devait le rester de longues années. L'effort productif était chaotique, incohérent ; les résultats médiocres ; l'initiative était timorée. Pour bannir l'arcanisme social hérité du tsarisme, pour organiser tant soit peu les « millions d'exploitations paysannes isolées », il fallait encore de grandes souffrances, des disettes, des famines, des répressions et des massacres. Il faudra même de l'héroïsme, mais un héroïsme national dont les tenants sont les pires adversaires de l'internationalisme de Trotsky et des opposants. C'est là que reside l'origine de cette haine implacable des « apparatchiki » qui poursuivra jusqu'à Mexico l'exécution de l'Armée rouge. Alors qu'eux, pourvus et nantis (fut-ce de façon toute relative, eu égard à la misère de la population) redoutaient par-dessus tout, tremblant pour leurs postes, d'arriver au capitalisme mondial, cette poignée de fidèles à Lénine prétendait, contre vents et marées, maintenir l'objectif internationaliste de la révolution d'Octobre, y plier les intérêts spécifiques russes, hier, pour le meilleur comme pour le pire, le sort de l'Etat soviétique à celui de la révolution internationale. Crime impardonnable aux yeux de ces parvenus : leur répression à l'égard des opposants ne fut jamais aussi féroce qu'aux moments où cette révolution manifestait quelque velléité de renaitre, comme en 1926-27 en Chine, et même, en 1936, alors que la seconde guerre impérialiste était déjà là, dans l'Espagne en ébullition.

Voilà pourquoi il était vain, contrairement à ce que pensa un moment Trotsky, d'espérer affronter victorieusement cette armée de terribles conservateurs à l'intérieur du champ clos russe, et, pis encore, à l'intérieur du seul comité central du parti. L'extraordinaire violence de la réaction de « l'appareil » aux premières et loyales initiatives d'appel au parti lancé par Trotsky dans Cours nouveau, témoigne de la rupture qui s'était déjà produite, au sein de l'organisation politique et de l'Etat ouvrier, entre les internationalistes et les nationalistes russes. L'entêtement sadique de la répression qui poursuivit ensuite l'opposition, alors même qu'elle était battue et dispersée, n'a pas besoin

d'autre explication. Pour que les hommes de Staline s'acharnent, comme ils le firent lors des procès de Moscou de 1936, contre de vieux chefs déçus, véritables cadavres vivants brisés par l'alternance des répressions et des soumissions serviles, il fallait qu'ils fussent animés par quelque chose de bien plus puissant que la cruauté pathologique de leur chef. Il fallait qu'agissent de formidables intérêts de conservation : ceux d'un conglomérat de catégories sociales qui voulaient jouir sans scrupules du système social conquis de haute lutte par les hommes d'Octobre, mais qui ne surent le conserver, face au capitalisme mondial, qu'en monnayant la renonciation définitive à la révolution communiste internationale contre leur propre survie.

Ce marchandage est le ciment social du stalinisme dont le triomphe ne se limita pas à l'élimination physique de la fraction révolutionnaire du parti russe, mais faussa également la vision des battus, en posant des germes, comme nous le verrons la prochaine fois, des principales confusions qui constituent aujourd'hui la seule plateforme commune à toutes les tendances du trotskisme.

LE PROLETAIRE
est en vente dans les principaux kiosques LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

" D'où vient l'argent ", M. Fajon ?
(Suite de la première page)

moyennes inexpérimentées et indécises en matière politique ». Pardi, ce sont les épiciers, les ingénieurs et les avocats qui ont massivement répondu, comme on sait, à la « phraséologie de gauche » de ces « aventuriers » de bolcheviks qui préchaient l'Insurrection et la Dictature ! Ce que l'expérience internationale enseigne, en réalité, M. Fajon, c'est qu'à un parti qui a tout renié, il ne reste plus que la bave et le mensonge pour conserver sa clientèle. Et surtout sa clientèle de petits-bourgeois : car c'est vous, M. Fajon, qui courtisez l'épicière, l'ingénieur et l'avocat avec votre phraséologie démocratique et chauvine, parce que vous êtes d'un parti misérablement électoraliste qui bafoue quotidiennement les intérêts de classe du prolétariat. Et puis, soyons sérieux, M. Fajon, le prolétariat ne se révolte

SOUSCRIPTION PERMANENTE
1967
Liste N° 11

Bepi Venise, pour Bruno, 20 ; En mémoire de Bruno et Ottorino, 5 ; Alger, 120 ; Un vieux camarade retraité : Gottardi de Bezons, 300 ; Pour le futur Octobre rouge, 10 ; Giovanni la pipe, 10 ; le barbier, 10 ; Paris, 161,20 ; Alfred, 10 ; Arthur, 10 ; Richard, 10 ; Jules, 10 ; Luc, 10 ; Nicolas, 10 ; Roch, 10 ; Yves, 10 ; Raoul, 10 ; Roger, 10 ; René, 10 ; Pierre, 10 ; François, 10 ; Mimi, 10 ; Gisleno Soutien, 38 ; Lecteur inconnu, 4 ; Suzanne, 10 ; Louis, 10 ; Marius, 10 ; X..., 2,90 ; Lucien, 10 ; Simon, 10 ; Paul, 10 ; Maurice, 10 ; Robert, 30 ; Gérard, 3,75 ; François, 9 ; P.S., 0,50 ; Gérard, 9,43 ; R. et R., 40 ; Réunion publique Marseille, 55 ; François, 10 ; Georges, 10 ; Désiré, 10 ; Martin, 10 ; Jules, 10 ; Gaston, 10 ; Mathieu, 10 ; Alain, 10 ; Gino, 200 ; René, 15 ; Mario, lecteur du "Proletaire", 100 ; Alain, 20 ; Libertine, 20 ; Bouzid, 20.

Francs

Total liste N° 11 1.463,78
Total précédent 4.980,50

Francs

Total année 1967 .. 6.444,28

Patronat et syndicats coalisés contre l'avant-garde ouvrière de la RHODIACETA

(Suite de la première page)

pes 4x8 et ceci suffit à expliquer leur ultérieure explosion de colère impuissante.

Dans la nuit du 14 au 15, après plusieurs arrêts de travail, ces ouvriers, excédés, s'en prirent à quelques agents de maîtrise et au matériel qui leur tombait sous la main. Il faut toute l'impudence d'un appareil parasite et paperassier qui a depuis longtemps perdu tout instinct de classe pour reprocher ces « excès » et y voir la cause déterminante du lock-out qui survit. Comme si ce n'était pas une manœuvre patronale éprouvée que celle qui consiste, sous couvert de « remise en ordre du matériel », après une grève houleuse, à fermer l'usine et, sous le même prétexte, à trier méticuleusement le personnel appelé à reprendre le travail ! C'est là, point par point, exactement le schéma de la tactique patronale lors des grèves chez Peugeot et Berliet ces dernières années. Le lock-out est une arme patronale à usage précis, un véritable dispositif offensif destiné à briser l'agitation : il n'a nul besoin, pour entrer en action, d'une quelconque « provocation ». Bien au contraire, le patronat déclenche le lock-out au moment qu'il croit, c'est-à-dire lorsque la pointe combattive des ouvriers est émoussée par la tergiversation, voire la réprobation, de leurs propres chefs. Si de provocation il fallait parler, c'est aux syndicats qu'il faudrait l'imputer : les attermolements, les avances serviles en vue de « reprendre le dialogue », les menaces fanfaronnées non suivies d'effet, pourrait-il y avoir de meilleure invitation faite au patronat d'employer la manière forte ? Quoi qu'il en soit, la ligne tactique tortueuse des syndicalistes de négociation, en décourageant la volonté de lutte manifestée par l'élé-

ment le plus combatif de l'entreprise, a laissé impunément se perpétrer le forfait : quelque 80 ouvriers, qu'on devine sans peine avoir été choisis parmi les plus résolus et les plus conscients, ont été, sans riposte, jetés sur le pavé. Quelconque n'est pas révolté par ce fait et, disposant de quelque influence, ne décide pas spontanément de risquer le tout pour le tout afin de tenter de sauver les lutteurs de première ligne sciemment frappés par le patronat n'est plus que complice inqualifiable de ce dernier !

—O—

Que disaient donc les syndicats, à la fin de la grève de mars-avril 1967 ? Ils écrivaient textuellement : « Succès pour les travailleurs. Certes l'accord ne règle pas l'ensemble des revendications posées, néanmoins la brèche est ouverte et les travailleurs des textiles artificiels pousseront, dans ce premier succès, un encouragement à poursuivre leurs efforts en vue de renforcer l'union dans chaque entreprise en vue d'ouvrir la voie à d'autres succès ». Que disions-nous alors, nous, communistes internationalistes ? Dans Le Proletaire de mai 1967 nous commentions ainsi la déclaration syndicale : « Traduisons en langage de classe : encore une fois, en dépit du sursaut courageux d'une catégorie, la lutte ouvrière a été efficacement sabordée par les tractations entre syndicats et patrons ». Et nous ajoutions, soulignant la gravité de cette capitulation en plein « relent de crise », que le patronat, au travers de l'accord conclu, se préoccupait avant tout « de s'assurer des positions de force en vue des difficultés économiques à venir », s'efforçait « d'avoir du côté syndical les mains libres pour opérer les reconversions nécessaires, c'est-à-dire jeter sur le pavé, aux moindres frais, la main-d'œuvre inutile ou périmée et sans

craindre la colère d'une classe qui fait les frais de la crise après ceux de la "prospérité" ».

Il n'est hélas que trop certain que, dès deux pronostics, le nôtre seul s'est vérifié : les 80 ouvriers licenciés par la Rhodiacta ne sont que les premières des deux mille victimes prévues par le plan patronal. Nous ne sommes pas des devins, mais nous savons que, face aux contradictions dramatiques du capitalisme, il n'y a pas de résistance possible, pour les ouvriers, en dehors de la lutte de classe la plus résolue. Or, non seulement les syndicalistes actuels ont renoncé à cette lutte au profit des toujours plus décevantes « négociations », mais ils en sont même venus à ignorer délibérément les véritables causes de l'offensive patronale. Ils l'imputent à « l'incapacité des capitalistes », à la « politique du pouvoir personnel » ; jamais ils ne veulent admettre que cette attitude patronale plonge ses racines dans les exigences du mode de production capitaliste et qu'il est donc vain de prétendre lutter contre elle sans s'attaquer aux fondements politiques et sociaux du capitalisme. Ils ne peuvent même plus dénoncer les meurtrières « reconversions » et « concentrations » ; incités par leur alliance avec les classes moyennes, ils affirment qu'elles sont nécessaires, mais qu'elles doivent « sauvegarder les intérêts ouvriers ». Ils considèrent toutes les « difficultés économiques » comme uniquement liées à des séquelles d'un passé que doit définitivement balayer une politique hardie d'expansion économique.

A tout ce verbiage électoral et opportuniste, la crise de la Rhodiacta apporte le plus cinglant des démentis. Tout le monde s'accorde à reconnaître que cette crise n'a rien de commun avec celle qui affecte les « secteurs en retard » (comme la sidérurgie lorraine par exemple). LES TEXTILES ARTIFICIELS SONT UN SECTEUR EN PLEINE EXPANSION. Dans ce domaine, l'augmentation annuelle de la production est de l'ordre de 20 à 25 % et on prévoit que les chiffres auront doublé en 1971. Mais alors que les chiffres de la production française ont été multipliés par 9, depuis 1955, date à laquelle elle venait en tête, ceux de l'Allemagne l'ont été par 20 et ceux de l'Italie par 16. La crise de la Rhodiacta est le produit direct d'une expansion économique monstrueuse, c'est le résultat d'une concurrence internationale impitoyable, c'est le fruit de la société d'aujourd'hui et de demain, non de celle d'hier. On voit mal le remède que pourrait apporter les négociations syndicales à la petite semaine avec un patronat décidé, comme il le déclare ouvertement, à se « battre à poings nus » contre la concurrence internationale, c'est-à-dire fermement résolu à y laisser jusqu'à la peau des ouvriers. On voit plus mal encore, dans ce champ clos que constituent les organes du Marché commun, ce que pourraient faire ces syndicalistes français et italiens qui prétendent, au sein de ces nobles assises, défendre les intérêts communs des ouvriers d'Europe, alors que tout ce bel aréopage capitaliste sait très bien déjà que la bataille concurrentielle va se dérouler sur la rubrique compression des salaires, et que les producteurs français de textiles artificiels déclarent non moins ouvertement, pour excuser leur place actuelle de lanterne rouge, que celle-ci est due en grande partie au fait que les salaires français, dans ce secteur, sont moins bas que ceux d'Allemagne et d'Italie.

Le temps des fanfaronnades démocratiques et des spéculations pseudo-marxistes sur la possibilité d'un capitalisme amélioré est révolu. L'analyse tranchante de Marx apparaît dans sa froide nudité : les ouvriers, un moment aveuglés par le plein emploi et les heures supplémentaires, vont se retrouver dans leur véritable condition de sans réserve, de prolétaires contraints objectivement de revenir à l'usage des armes de classe qu'ils ont laissées rouiller. Ce sera, malheureusement, au prix d'amères épreuves, dont ceux de la Rhodiacta, parmi les premiers, viennent de faire l'expérience.

VIENT DE PARAITRE

Los fundamentos del comunismo revolucionario

Cette brochure ronéotypée amorce une série de publications destinées à faire connaître les positions de notre parti aux travailleurs de langue espagnole émigrés en France. Rétablissant vigoureusement les termes du marxisme classique en ce qui concerne la lutte révolutionnaire, ses instruments (parti politique, syndicats, soviets) et le but qu'elle poursuit, c'est-à-dire l'instauration du socialisme, elle présente un intérêt particulier pour le mouvement ouvrier espagnol dans la mesure où elle critique radicalement les diverses déviations anarchistes ou "ouvriéristes", profondément enracinées dans les traditions révolutionnaires de l'Espagne.
(La brochure : 3 F. - Commandes au "Proletaire").

Ce journal est entièrement rédigé et administré par des travailleurs salariés, à l'exclusion de toute collaboration de professionnels ou de permanents rétribués. C'est là leur contribution à l'œuvre nécessaire de clarification. Toi, lecteur, sympathisant, quelle est la tienne ? LE PROLETAIRE ne peut vivre que des subsides prolétaires. LE PROLETAIRE ne peut faire entendre sa voix que par l'effort conjugué de tous les révolutionnaires sincères. LE PROLETAIRE ne peut améliorer sa périodicité et augmenter sa matière que par l'aide de tous ceux qui approuvent son effort.

LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE
LE PROLETAIRE
ECRIS-NOUS - ABONNE-TOI - SOUSCRIS
« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

Directeur - Gerant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Distribué par les N.M.P.P.